



ALSTOM  
TRANSPORT  
SAINT-OUEN



**TOUS AU RASSEMBLEMENT CE MARDI 29 AVRIL  
A 9 HEURES DEVANT OMEGA  
POUR LE RETRAIT DU PLAN DE LICENCIEMENTS !**

La Direction Générale a annoncé le lancement d'une procédure d'information-consultation des instances représentatives du personnel (Comité Central d'Entreprise Alstom Transport S.A., CE Omegat, CHSCT Omegat) sur un plan de licenciements économiques sur l'établissement OMEGAT, qui comporte la suppression de 182 postes. Cette procédure commencera par une réunion extraordinaire du CCE (Comité Central d'Entreprise) ce mardi 29 avril à OMEGA.

Nous contestons les arguments présentés par la Direction pour justifier son plan de licenciements économiques. Le secteur Transport a engrangé à fin 2013 un carnet de commandes représentant 5 années d'activité. Rappelons que sur le 1er semestre 2013-2014, la marge opérationnelle d'Alstom est de 7,1%.

D'ailleurs il est mis aussi à l'ordre du jour de la réunion du CCE du 29 avril une consultation sur un « projet d'acquisition de l'activité Contrôle Commande Transport d'AREVA TA ». Pourrait-on imaginer qu'Alstom Transport S.A. engage une telle opération si la société était dans une situation économique aussi critique que la Direction le prétend ?

Il s'agit en fait d'un plan de licenciements boursier préparant la mise en bourse de 30% du capital du secteur Transport.

La Direction a indiqué qu'elle engageait cette opération pour récupérer des liquidités afin de faire face notamment à une échéance de remboursement de la dette d'Alstom en septembre 2014.

Mais d'où vient la dette d'Alstom ? Rachat en 2009 de la moitié des activités AREVA correspondant au secteur GRID pour 2,3 milliards € alors que T&D avait été vendu en 2003 totalement à AREVA pour 913 millions d'euros, prise de participation dans TMH pour 500 millions €, versement de dividendes aux actionnaires à hauteur de

1,5 milliards € ces 5 dernières années, investissements dans la construction d'usines dans les pays à bas coût de main-d'œuvre pour délocaliser les activités. Les salariés ne sont pas responsables de la dette d'Alstom !

Dernière nouvelle en date : d'après la presse, des discussions seraient en cours en vue du rachat par General Electric des activités Power d'Alstom !

Nous n'acceptons pas que les salariés fassent les frais de l'avidité des banques et autres spéculateurs, pudiquement appelés « marchés financiers ».

Si 30% du capital de Transport tombaient dans les mains de fonds spéculatifs à l'occasion de la mise en bourse, la menace pesant sur les emplois et les sites Alstom Transport France serait décuplée.

**Nous estimons que l'Etat doit intervenir pour la préservation des emplois en France et à ce titre entrer dans le capital d'Alstom afin de maintenir tous les postes de travail, les activités et les sites industriels.**

Nous appelons donc les salariés à se mobiliser dans ce sens et nous appelons d'ores et déjà tous les salariés du site Alstom de Saint-Ouen à participer à un

**Rassemblement devant OMEGA  
ce mardi 29 avril à 9 heures**

pour :

- **LE RETRAIT DU PLAN DE LICENCIEMENTS PRÉSENTÉ PAR LA DIRECTION**
- **LE MAINTIEN DANS LE PÉRIMÈTRE ALSTOM DE TOUS LES POSTES DE TRAVAIL ET DES ACTIVITÉS,**
- **AUCUN LICENCIEMENT !**